



Pouvoir Adjudicateur :

**Université de Bretagne Occidentale
Présidence - Service de la Commande Publique
3, rue Matthieu Gallou - C.S. 93837
29238 BREST CEDEX 3
Télécopie : 02.98.01.60.01**

Accord-cadre n° 2025-123 ACB

ACCORD CADRE DE TRAVAUX

C.C.T.P.

**TRAVAUX DE MENUISERIE INTERIEURE, CLOISONNEMENT &
DIVERS**

Université de Bretagne Occidentale (U.B.O.)

I – Prescriptions techniques - généralités

I-1 - Objet du dossier

Le présent dossier a pour objet de fixer les tarifs des travaux de menuiserie intérieure et cloisonnement, réalisés lors des opérations de rénovation, ou d'amélioration des locaux sur les bâtiments de l'UNIVERSITE de BRETAGNE OCCIDENTALE. Ces Bâtiments sont des ERP (Établissement Recevant du Public).

Le présent C.C.T.P n'a pas un caractère limitatif, le titulaire devra exécuter comme étant compris dans son prix sans exception ni réserve, tous les éléments nécessaires à réalisation de sa prestation, toutes les contraintes liées au parfait accomplissement des prestations décrites.

Les candidats joindront tous documents nécessaires à la compréhension et à l'évaluation de l'offre (moyens mis en œuvre, structures, modalités d'actions, références, etc...).

Imprécisions et omissions

Le titulaire devra prévoir l'ensemble des opérations indispensables à la réalisation de sa prestation, prévues ou non au dossier, conformément à la réglementation de la profession et ce sans qu'il puisse prétendre à aucune majoration de prix pour raison d'omission étant entendu que le titulaire s'est rendu compte de l'importance et de la nature des tâches à effectuer et qu'il a suppléé, le cas échéant, par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être omis dans le présent document.

I-2 - Définition des ouvrages.

L'entrepreneur devra tous les travaux et fournitures figurant au présent descriptif pour la réalisation des installations suivantes :

- Élévation de cloison en carreaux de plâtre
- Élévation de cloison en plaque de plâtre à peindre
- Élévation de cloison en bois aggloméré à peindre
- Fourniture et pose d'ensembles blocs-portes
- Remplacement de portes
- Fourniture et pose de châssis vitrés
- Fourniture et pose de tableaux à écrire, panneaux d'affichage et vitrines
- Révision & remise en état de châssis vitrés, blocs-portes,
- Démolition et évacuation de cloisons sèches
- Dépose et évacuation des châssis existants
- Réalisation de raccords d'enduit ciment et travaux de finition après démolition
- Réalisation de raccords d'enduit plâtre et travaux de finition après démolition

***Nota :** Cette liste n'est pas exhaustive.*

D'autre part en fin de chantier, l'entreprise devra prévoir tous les travaux d'entretien intérieur nécessaire à la remise en état des locaux et remettre à disposition une installation complète en parfait état de marche

Dans tous les cas, les ouvrages seront réalisés en conformité avec les Normes, Décrets et Règlements en vigueur au moment de l'exécution, notamment ceux cités à l'article I-3 du CCTP

I-3 - Documents généraux de référence

Tout ce qui n'est pas précisé dans le présent C.C.T.P est soumis aux prescriptions des documents suivants :

- DTU 25 Plâtrerie
- DTU 30 Charpente en bois
- DTU 31 Constructions en bois
- DTU 32 Construction métallique
- DTU 34 Fermetures
- DTU 36-1 Menuiseries en bois
- DTU 39 Vitrerie – miroiterie
- DTU 51 Parquets
- Norme EN 179, relative aux fermetures d'urgence
- Norme EN 1125, relative aux fermetures anti-paniques
- Norme EN 1154, relative aux fermes portes
- Norme EN 1155, relative aux fermes portes électromagnétiques
- Norme EN 1158, relative aux sélecteurs
- Norme EN 12209, relative aux serrures mécaniques et gâches

I.4 - Qualifications Professionnelles requises

L'entreprise devra justifier dans son offre de ses qualifications professionnelles

Le candidat devra transmettre dans son offre les photocopies de sa carte de qualifications professionnelles.

I.5 - Délais d'Exécution sur le site

Le délai d'exécution du titulaire s'insère dans le délai d'ensemble des entreprises présentes sur le chantier, conformément au planning prévisionnel d'exécution des travaux établi par l'Université, en concertation avec l'ensemble des entreprises intervenantes.

Le «jour J0 » de commencement du calendrier des travaux dépendra de la date de mise à disposition des locaux par l'université, aux entreprises.

Le « jour J0 » sera signalé au titulaire par l'envoi d'un mail avec accusé de réception par l'Université, indiquant la date de commencement du planning prévisionnel.

Le planning prévisionnel d'exécution et la date de commencement de chantier seront validés par le titulaire, pour chaque chantier, par retour de mail dans un délai maximal de 7 jours à réception du mail. L'absence de retour dans le délai requis vaudra par défaut acceptation sans réserve

Le titulaire devra signaler au Maitre d'œuvre et au maître d'ouvrage, les problèmes susceptibles de se poser avant de commencer ses travaux. Il doit s'assurer de disposer en temps utile des matériels nécessaires à l'exécution du contrat. Aucun retard de livraison ne pourra être invoqué par la suite, pour justifier de retard à l'avancement du chantier.

Passé le délai de concertation sur la base du planning prévisionnel celui deviendra le planning contractuel pour la réalisation de l'opération.

Le titulaire devra être représenté à tous les rendez-vous de chantier après convocation sur compte-rendu, sous peine d'application des pénalités définies au CCAP.

Les décisions prises en réunion de chantier seront à respecter impérativement, afin d'assurer le bon déroulement de l'opération

I.6 - Travaux sous traités

Dans le cas où il est prévu dans le marché des travaux pour lesquels l'entreprise titulaire du marché n'a pas la qualification professionnelle requise, les travaux concernés devront être sous-traités à une entreprise possédant cette qualification.

Le choix du sous-traitant devra être soumis au maître d'ouvrage pour acceptation.

Cette sous-traitance se fera dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur à ce sujet.

Le sous-traitant devra se conformer à l'ensemble des prescriptions décrites dans le présent marché

Le candidat devra indiquer dans son offre si la totalité des prestations demandées seront réalisées par l'entreprise ou alors il sera fait appel à de la sous-traitance

I.7 - Hygiène et Sécurité

En matière d'Hygiène et Sécurité, le titulaire devra respecter toutes les prescriptions légales en vigueur, en particulier :

- l'application du décret n°92-158 du 20 février 1992, fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.
- l'application du Décret N° 2004-924 du 01 Septembre 2004 et NF EN 1298 (NF P 93-511) concernant l'installation des échafaudages, la mise en place des garde-corps, Etc. ...

Le titulaire s'engage à respecter la législation en vigueur pour assurer la sécurité des biens et des personnes au cours de l'exécution de ses prestations.

Lors de la notification du marché, un plan de prévention sera établi entre le titulaire et la Direction Patrimoine de l'Université. Ce plan de prévention sera renouvelé tous les ans, pendant toute la durée du marché.

Des plans de prévention particuliers pourront être réalisés selon la spécificité de certains chantiers entre le titulaire et le service demandeur de l'Université (Direction patrimoine de l'Université, le service technique de l'IUT de BREST, le service technique de l'IUT de QUIMPER, les INSPE de BRETAGNE).

Cependant, suivant l'importance des chantiers et la présence d'autres corps d'état, un coordonnateur SPS pourra être désigné, conformément aux articles R-4532 du code du travail.

Le titulaire et ses éventuels sous-traitants devront respecter l'ensemble de ses prescriptions :

Il devra, notamment, transmettre son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (P.P.S.P.S.) et réaliser une inspection commune avec le coordinateur SPS, avant toute intervention (dito pour les entreprises sous-traitantes)

De plus, avant toute intervention pour travaux par points chauds (soudage, meulage, etc...), un permis feu devra être établi entre le titulaire et la Direction Patrimoine de l'Université.

I.8 – Identification des salariés

L'entreprise devra mettre à disposition de ses salariés (titulaire, intérimaires, etc...) un moyen d'identification rapide et visuel de l'entreprise - Celui-ci devra comporter à minima la raison sociale de l'entreprise.

Conformément aux articles R8294 – 5 à 7 du code du travail et du décret n° 2016-175 du 22 février 2016, les salariés de l'entreprise et de ses sous-traitant devront être en capacité de présenter leur « carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics », au maître d'ouvrage, aux organismes de contrôle ou à l'inspection du travail, lors de leurs interventions au sein de l'Université.

I.9 - Accès aux locaux

Les clés permettant l'accès aux locaux concernés par les prestations seront remises au titulaire qui s'engage à ne les utiliser que dans le cadre strict de sa mission, à ne pas les reproduire, et à les restituer à la fin du chantier.

En cas de perte ou de vol, le titulaire pourvoira au remplacement de l'ensemble des serrures gérées par la clé perdue, selon l'organigramme fourni par l'Université

Des badges d'accès aux parkings de l'Université seront mis à disposition du titulaire, qui s'engage à ne les utiliser que dans le cadre strict de sa mission et à les restituer à la fin du chantier.

II – Exécution des travaux

II.1 - Prescriptions générales

Avant de procéder à l'étude de son projet, l'entrepreneur devra examiner soigneusement les plans et s'informer des dispositions générales d'aménagement.

Il lui appartient de signaler en temps utile au maître d'ouvrage les dispositions ou aménagements susceptibles à son avis de créer une gêne tant dans l'installation que dans l'exploitation de l'installation.

Les entrepreneurs sont tenus à se rendre compte sur place de l'importance des travaux à réaliser, de leur complexité éventuelle. Tous les ouvrages devront être réalisés avec toutes les précautions requises dans les conditions telles qu'ils présentent toutes les qualités de solidité et de durée.

Il est expressément spécifié que le titulaire devra l'exécution complète et parfaite de tous les ouvrages et fournitures nécessaires pour obtenir un résultat conforme aux souhaits du maître d'ouvrage.

Malgré l'approbation par le maître d'œuvre des détails d'exécution, le titulaire restera toujours seul responsable de ses travaux, de ses dimensionnements d'ouvrage, de leurs implantations, ainsi que de la qualité des éléments et des matériaux

Suivant le chantier, un bureau de contrôle pourra être désigné par le maître d'œuvre, pour suivre les travaux.

II.2 - Reconnaissance des existants

L'entrepreneur est contractuellement réputé, avant la remise de son devis, avoir réalisé sur le site, la reconnaissance des travaux à réaliser.

Cette visite sur site sera réalisée pour permettre au titulaire de prendre connaissance des informations suivantes :

- Lieu des travaux
- Evaluation des travaux à réaliser
- Difficultés éventuelles de manutention, d'évacuation des gravats, d'amenée des matériels et de l'outillage nécessaire, d'isolement de la zone en travaux, de stockage de certains matériels et matériaux, etc...
- Accès au chantier, les itinéraires imposés dans l'enceinte de l'UBO et autres impératifs de circulation sur les voies publiques et privées.
- Possibilités de stationnement et de giration des camions et engins,
- Nuisance vis-à-vis des tiers, des ouvrages voisins, etc...
- Passages de réseaux, notamment, ceux à déposer et de ceux à conserver.
- Contraintes d'alimentation des installations de chantier

Cette liste n'est pas limitative.

L'entreprise pourra effectuer à ses frais, munie de l'autorisation du Maître d'Ouvrage, toutes reconnaissances et sondages des ouvrages existants lui permettant de parfaire sa connaissance de la nature et de la composition des éléments de structure ou de remplissage qui sont voués à la démolition ainsi que ceux qui sont conservés.

Avant toute intervention, la Direction Patrimoine de l'Université remettra au titulaire le rapport de repérage d'amiante avant travaux réalisé par un organisme agréé, certifiant l'absence d'amiante.

II.3 - Études

Le titulaire devra exécuter toutes les études nécessaires à la réalisation des ouvrages.

La réalisation et mise à disposition de ces études est incluse dans le prix des fournitures du bordereau des prix.

Les études comporteront en particulier :

II.3-1 - Dossier d'exécution

Les études techniques et les plans d'exécution seront à la charge du titulaire :

- Etablissement des plans avec les positions et dimensions des équipements installés, dans tous les locaux.
- Etablissement de toutes les études et notes de calcul sur la base de la réglementation, des D.T.U et des normes applicables.
- Etablissement de tous les plans d'exécution nécessaires à la bonne réalisation des ouvrages, les relevés seront réalisés à partir de l'existant, après une visite sur site.

Le titulaire aura toujours à sa charge l'établissement des plans et détails de mise en œuvre et de montage sur chantier, ainsi que les plans de réservation, le cas échéant.

Ils devront faire apparaître tous les détails et points particuliers de l'exécution que le maître d'œuvre jugera utiles à la bonne réalisation du chantier.

Avant le démarrage des travaux, l'ensemble de ces informations devront être transmises impérativement pour contrôle et validation à la Direction Patrimoine de l'U.B.O., ainsi que le cas échéant, au bureau de contrôle désigné pour suivre l'opération. Les études et plans seront rectifiés par l'entreprise selon les remarques éventuelles de la Direction Patrimoine de l'U.B.O. et/ou du bureau de contrôle, avant le démarrage des travaux, sans qu'aucune plus-value financière ne puisse être exigée

II.3-2 - Présentation des documents et échantillons, approbation

Le titulaire soumettra impérativement à l'approbation de la Direction du Patrimoine - UBO et du Bureau de contrôle, les documents d'études qu'il aura établis ainsi que la sélection de matériaux et matériels qu'il propose d'installer.

Il soumettra :

- Les échantillons de tous les appareils et petits appareillages.
- Les notices détaillées des fournisseurs pour ses équipements
- Les spécifications techniques complètes des constructeurs, les certificats, les essais de laboratoires qui devront être fournis pour tous les équipements proposés.

La Direction du Patrimoine - UBO & le Bureau de Contrôle pourront lui demander toutes les justifications, documentations, échantillons, procès-verbaux d'essais qu'ils jugeront nécessaires.

II.3-3 - Documents conformes à l'exécution

Avant réception des ouvrages, le titulaire établira un dossier des ouvrages exécutés (DOE) conforme à l'exécution de tous les travaux qu'il aura réalisés, comprenant en particulier :

- Tous les documents d'exécution remis à jour
 - Les notices détaillées de tous les équipements, accessoires et appareillages
 - Les notices d'exploitation et d'entretien des équipements.

Ce DOE sera à transmis en **1 exemplaire papier couplé à une version numérique.**

Pour chaque chantier, l'Université pourra demander au titulaire de fournir la maquette numérique au format REVIT des travaux réalisés par l'entreprise.

II.4 – Installation de chantier.

Le titulaire aura à sa charge, l'amenée, la mise en place, la maintenance, la dépose et le repli de tous les équipements d'installation de chantier et de sécurité, entre autres :

- toutes les barrières, échafaudage, garde-corps et autres protections nécessaires.
- toutes les passerelles avec ou sans garde-corps, selon le cas.
- la signalisation de jour et de nuit.
- tous autres équipements de sécurité qui s'avèreraient nécessaires

Le titulaire devra respecter la réglementation en vigueur (code du travail, ...), concernant la protection contre les chutes du personnel amené à travailler et à circuler sur le chantier.

Avant toute intervention, le titulaire devra définir le type de sécurité qu'il se propose de mettre en œuvre et le soumettre pour avis au maître d'œuvre ainsi qu'au service prévention de l'Université ou au coordinateur SPS désigné par l'Université.

Ces dispositions feront l'objet d'une proposition écrite au maître d'œuvre et/ou à la Direction Patrimoine de l'Université ou au coordinateur SPS.

Les prix du marché comprendront implicitement la mise à disposition d'un échafaudage pour toutes interventions en dessous de 3, 5 ml.

II.5 - Conditions de livraison et stockage

Lors de ces chantiers, le titulaire devra assurer le stockage de ces produits et matériels dans le respect de la réglementation en vigueur.

Leur quantité sera limitée aux quantités requises pour réaliser le chantier.

Suivant les possibilités sur le chantier, l'Université pourra mettre à disposition du titulaire des locaux de stockage

Aucun matériel ou produit ne devra être abandonné en dehors des emplacements autorisés après chaque intervention, sous peine de leur évacuation sans préavis par l'Université et aux frais du titulaire.

L'ensemble des moyens de manutention pour la livraison des équipements et fournitures, étant inclus de manière forfaitaire dans le montant de l'offre remis par le candidat, le titulaire du présent marché ne pourra en aucun cas faire valoir des frais complémentaires.

II.6 - Protection des ouvrages, travaux divers à la charge du titulaire

Les travaux seront à réaliser le plus souvent sur des bâtiments occupés, toutes dispositions devront être prises pour garantir la sécurité des occupants et pour protéger les existants.

Lors de ces interventions (démolition existant, livraison, mise en œuvre, etc...) sur le site, le titulaire devra la protection de l'ensemble des ouvrages du site (sols, murs, cloisons, portes, etc...) où il circule et intervient, par tout moyen de protection approprié, notamment par la mise en place des sas et d'extracteurs de poussières

De plus, l'entrepreneur devra prendre toutes ces dispositions pour protéger le matériel informatique, scientifique et tous matériels sensibles susceptibles d'être présent dans les locaux.

Si le titulaire estime qu'il y a un risque pour du matériel sensible présent dans sa zone d'intervention, il devra en référer par écrit à la direction patrimoine-UBO.

La Direction Patrimoine -UBO se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer au titulaire de prendre des mesures de protection complémentaires.

Le titulaire sera tenu de réparer à ses seuls frais toutes dégradations de son fait causées aux ouvrages existants.

Préalablement à l'intervention du titulaire pour réaliser sa prestation, un état des lieux contradictoire pourra être réalisé en présence du Maître d'Ouvrage.

Protection des ouvrages finis :

Tous les ouvrages du titulaire qui sont susceptibles d'être dégradés ou détériorés devront être protégés jusqu'à la réception.

Pour la réception, cette protection devra être complètement et soigneusement enlevée par le titulaire, à ses frais.

II.7 - Bruits de chantier.

Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur

Suivant la localisation du chantier et les activités universitaires à proximité, les travaux engendrant des nuisances sonores pourront être stoppés par l'Université et être reprogrammés ultérieurement, sans que ces modifications d'interventions puissent donner lieu à un supplément de prix

II.8 - Démarches et autorisations.

Il appartiendra au titulaire d'effectuer en temps utile toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc..., nécessaire à la réalisation des travaux.

Les copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches devront être transmises au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

II.9 - Canalisations et câbles éventuellement rencontrés.

Dans le cas de rencontre de réseaux en service lors de l'exécution des travaux, toutes les dispositions seront prises par le titulaire pour ne pas endommager les canalisations ou câbles rencontrés et il devra prévenir l'université afin de vérifier que ces réseaux sont inertes et/ou consignés.

Le titulaire devra assurer la sauvegarde et la protection de ces ouvrages rencontrés pendant toute la durée nécessaire en accord avec la Direction Patrimoine de l'Université, sans que ces prestations puissent donner lieu à un supplément de prix.

II.10 - Enlèvement des matériaux déposés et des gravois

Les prix du marché comprendront implicitement l'enlèvement des matériaux déposés, gravois et déchets en provenance des travaux, ainsi que leur évacuation vers une décharge agréée.

Il devra assurer une traçabilité de toutes les opérations relatives à l'élimination des déchets.

Sur demande de l'Université, le titulaire devra fournir les bordereaux de traitement des déchets, après leur mise en décharge agréée.

II.11 - Nettoyage et Remise en état des lieux

Nettoyage en cours de chantier

Le titulaire devra maintenir quotidiennement pendant la durée de ces travaux, l'ordre du chantier et de ses abords par le rangement de son matériel, l'enlèvement des gravats, déchets et emballages vides, matériels déposés non récupérés, etc...

La poussière devra être aspirée et non balayée.

Le titulaire assurera lui-même l'enlèvement le transport et le tri des déchets, conformément à l'article 13 du présent CCAP.

Les frais de protection et de nettoyage des locaux, seront compris dans l'offre globale de prix.

Dans le cas où le titulaire tenterait de se soustraire à cette obligation, soit en dissimulant ses résidus, soit en ne se conformant pas strictement aux ordres du maître d'oeuvre, celui-ci se réservera le droit de faire procéder, par tous les moyens à sa convenance, au nettoyage des lieux aux frais du titulaire.

Nettoyage en vue de la réception

Le titulaire devra réaliser le nettoyage complet des locaux concernés par le chantier avant réception des travaux :

- Nettoyage des salissures qui seront apparues à cause du chantier,
- Nettoyage des salissures ou poussières apparues sur les mobiliers, dues au chantier
- Nettoyage à l'aspirateur des revêtements de sol, des caniveaux techniques, des fonds d'armoires ou de tableaux des locaux, etc...où l'entreprise a travaillé,
- Nettoyage humide (serpillière, etc...) des revêtements de sols
- Etc.

Les prix du marché comprendront implicitement l'évacuation des matériaux déposés, gravois et déchets en provenance du chantier, ainsi que l'enlèvement, le transport et la mise en décharge de l'ensemble de ces déchets.

Les déchets devront obligatoirement être mis en décharge agréée suivant la nature du déchet considéré.

Les bordereaux de mise en décharge et/ou BSDI pourront être réclamés par la Direction Patrimoine

Rappel :

La loi n° 92-646 du 1er juillet 1992 relative à l'élimination des déchets. Cette loi préconise de réduire la production et la nocivité des déchets.

Brûlage des déchets : Conformément aux textes en vigueur (circulaire du 09 Août 1978, modifié) le brûlage à l'air libre des déchets de toute nature est interdit.

Si au cours du chantier, la Direction Patrimoine de l'Université constate que le nettoyage du chantier n'est pas réalisé correctement et après signalement par mail à l'entreprise, l'Université pourra appliquer les pénalités définies dans le CCAP

II.12 - Essais & Formation du personnel

Après achèvement complet des travaux, il sera procédé aux vérifications et essais en présence du Bureau de Contrôle et de la Direction du Patrimoine - UBO.

Ces opérations auront pour but de vérifier si toutes les conditions du marché sont remplies. Elles sont entièrement à la charge du titulaire qui devra également prévoir tout le matériel et la main d'œuvre nécessaires (*le matériel d'essai restant sa propriété*).

La réception ne pourra être prononcée que si les essais et vérifications ont été concluants et l'obtention du certificat de conformité.

Avant la mise à disposition des équipements, le titulaire déléguera un représentant qualifié capable de mettre au courant de toute l'installation en ce qui concerne la constitution de tous les appareils, les organes de commande, de sécurité et de contrôle, l'explication de façon détaillée du fonctionnement et des opérations d'entretien courant, le personnel désigné par la Direction du Patrimoine – UBO.

Cette formation sera effectuée à une date fixée en accord avec la Direction Patrimoine-UBO.

Dans le cadre de son marché, le titulaire sera soumis à une obligation de résultat.

En cas de défaut constaté, le titulaire devra réaliser les travaux complémentaires nécessaires - les frais de ces travaux seront entièrement à sa charge

II.13 - Réception des travaux

Le titulaire est responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception de la prestation par le Maître d'Ouvrage, qu'il s'agisse de vols, de dégradations ou de détériorations.

Il devra donc assurer leur protection jusqu'à la réception de l'ouvrage.

Le titulaire est tenu d'assister ou de se faire représenter à la réception et de fournir les appareils nécessaires aux essais.

La réception comporte essentiellement :

- 1 - Le contrôle général de l'exécution et du fonctionnement de l'installation.
- 2 - Le contrôle article par article de la qualité et de la quantité du matériel installé, qui devront être au moins celles prévues au projet, et, le cas échéant, aux devis supplémentaires approuvés et ne pourront être en aucun cas inférieures quand bien même le titulaire prétendrait obtenir les conditions de confort.
- 3 - Le contrôle de la mise en conformité des anomalies signalées par le bureau de contrôle.
- 4 - La vérification des organes de sécurité et de commande.
- 5 - La mise au point des consignes de fonctionnement et d'entretien des divers appareils que le titulaire doit fournir et afficher, de façon claire et pratique à proximité du matériel, le cas échéant.
- 6 - Le contrôle de la mise en place de l'affichage réglementaire

La réception n'est prononcée qu'après remise par l'entreprise du dossier des ouvrages exécutés, des procès-verbaux d'essais sans observation réhibitoire, des notices d'exploitation et d'entretien des matériels installés et d'une attestation de conformité établie par le bureau de contrôle agréé.

D'une manière générale, les conditions de réception des installations ainsi que les garanties de bon fonctionnement et de parfait achèvement des travaux, devront être conformes à la loi du 4 janvier 1978, relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Pendant toute cette période de garantie, le titulaire prendra à sa charge le remplacement ou la réparation des ouvrages défectueux, ainsi que l'indemnisation des dégâts occasionnés.

III – Caractéristiques générales des produits

III.1 – Cloisonnement, plafond non démontable et gaines technique

- Elevation de doublage en plaque de plâtre collée

Les doublages collés des murs seront réalisés de la manière suivante :

- collage plaque de plâtre standard de 13 mm, avec la colle et le nombre de plots préconisés par le fabricant
Les joints seront traités suivant la technique et avec les produits du fabricant. La mise en œuvre sera conforme au D.T.U. 25-41 et 42, à l'Avis Technique, et aux recommandations du fabricant.

- Elevation de doublage en plaque de plâtre sur ossature métallique

Les doublages des murs sur ossature métallique seront réalisés de la manière suivante :

- ossature métallique en rails et montants en acier galvanisé.
Le nombre et l'espacement des montants seront en fonction des hauteurs du doublage, conformément au D.T.U. 25-42
L'ossature permettra également de maintenir la couche d'isolant.
- Parement par 1 plaque de plâtre standard de 13 mm
Les joints seront traités suivant la technique et avec les produits du fabricant. La mise en œuvre sera conforme au D.T.U. 25-41 et 42, à l'Avis Technique, et aux recommandations du fabricant.

- Elevation de cloison de distribution en plaque de plâtre

Les cloisons seront réalisées selon le système cloisons à ossatures métalliques, parement simple ou double, et constituées de la façon suivante :

- ossature métallique en rails et montants en acier galvanisé.
Le nombre et l'espacement des montants seront en fonction des hauteurs de cloisons, conformément au D.T.U. 25-41
- montants spéciaux à profil renforcé en rives d' huisseries, intervalles entre ces montants renforcés et montants courants limités à 400 mm,
- Incorporation de laine de verre en panneaux semi-rigides entre montants
- plaques de plâtre 13 mm : plaques de plâtre cartonnées Standard à raison de 1 ou 2 plaques par face.
- les joints seront traités suivant la technique et avec les produits du fabricant des plaques de placoplâtre. La mise en œuvre devra être conforme au D.T.U. 25-41, à l'Avis Technique, et aux recommandations du fabricant.

Cloisons 72/48 : 1 plaque standard de BA13, par parement avec rail et montant de 48 mm de largeur

Cloisons 98/48 : 2 plaques standard de BA13, par parement avec rail et montant de 48 mm de largeur

Cloisons 120/70 : 2 plaques standard de BA13, par parement avec rail et montant de 70 mm de largeur

- Plafond en plaque de plâtre

Les plafonds en plaque de plâtre seront réalisés sur ossatures métalliques et constituées de la façon suivante :

- ossature métallique en profilés, en acier galvanisé, maintenue au support par des suspentes adaptées au support.
Le nombre et l'espacement des profilés et des suspentes seront en fonction épaisseurs et poids des plaques, conformément au D.T.U. 25-41
- Cornières ou rails périphériques, conformément au montants spéciaux à profil renforcé en rives d' huisseries, intervalles entre ces montants renforcés et montants courants limités à 400 mm,
- plaques de plâtre adapté BA 13 usiné, BA15 résistant au feu, plaques de PROMAT etc...
- les joints seront traités suivant la technique et avec les produits du fabricant des plaques de placoplâtre ou autres.
La mise en œuvre devra être conforme au D.T.U. 25-41, à l'Avis Technique, et aux recommandations du fabricant.

- Gaine technique de ventilation /désenfumage coupe-feu en promat

Les gaines techniques réalisées en plaques silico-calcaire autoclavées, incombustibles, imputrescibles sur 4 faces jointoyées et collées avec les produits du fabricant.

Y compris supportage de l'encoffrement (tiges filetées + cornières), dimensionné suivant le Procès-Verbal des conduits et les préconisations du fabricant.

III.2 - Quincaillerie

La quincaillerie mise en œuvre sera impérativement celle préconisée par le fournisseur, suivant les types de bloc-portes et respecter les caractéristiques suivantes :

Serrures

- Serrure à larder monopoint, pour cylindre de profil européen ou à condamnation, avec pennes dormant et penne ½ tour réversible

Conforme à la norme NFQC

Niveau 3 par rapport à la norme 12209

Serrure apte pour équiper des bloc-portes coupe-feu

Serrure permettant avec la béquille d'être conforme à l'accessibilité PMR

Garantie 10 ans

Réservation pour le passage de vis traversantes lors de l'installation de rosaces

- Serrure à larder 5 points, pour cylindre de profil européen, avec penne ½ tour réversible

Conforme à la norme NFQC

Niveau 2 par rapport à la norme 12209

Serrure apte pour équiper des bloc-portes coupe-feu

Serrure permettant avec la béquille d'être conforme à l'accessibilité PMR

Garantie 10 ans

Certifié anti effraction A2P

Serrure électromécanique

- Serrures électromécaniques de sécurité – avec fonction anti-panique, y compris plaque béquille double et têtère inox adaptée

Pour ces serrures, le fouillot est en deux parties, permettant ainsi une utilisation différente à l'intérieur et à l'extérieur :

- La béquille intérieure est toujours embrayée au mécanisme de la serrure, permettant ainsi le déverrouillage de la serrure et l'ouverture de la porte de l'intérieur, afin que les personnes puissent quitter la zone ou le bâtiment.
- La béquille extérieure est débrayée, c'est-à-dire qu'elle ne permet pas de déverrouiller la serrure, ni d'ouvrir la porte.

La serrure est commandée par l'activation de la tension de service de 12 V DC ou 24 V DC (selon la version) par l'intermédiaire d'un système de contrôle d'accès, ce qui a pour effet de coupler la béquille extérieure (fouillot de la béquille extérieure) à la béquille intérieure (fouillot de la béquille intérieure). L'actionnement de la béquille extérieure implique alors le retrait du (des) pêne(s) dormant(s) et du pêne demi-tour ou encore le déblocage du pêne croisé, ce qui permet l'accès de l'extérieur aux personnes autorisées.

En cas de rupture d'alimentation électrique, le local devra rester fermé.

Ensemble de porte

- Ensemble sur plaque moulé : plaque et piliers moulés dans la masse, pas de vis apparente depuis l'extérieure

Garantie 10 ans

- Ensemble sur rosace : fixation non visible par vis traversantes

Garantie 10 ans

Ferme porte

- Ferme porte à bras glissière

Conforme à la norme EN 1154

Bras anti-vandalisme

Dimension maximum vantail < 1400 mm

Force de fermeture réglable : EN 3 à 6

Apte à équiper des bloc-portes coupe-feu

Conforme à l'accessibilité PMR

Vitesse de fermeture réglable

A-coup final réglable

Frein à l'ouverture réglable

Garantie 5 ans minimum

- Ferme porte à bras à compas

Conforme à la norme EN 1154

Dimension maximum vantail < 1400 mm

Force de fermeture réglable : EN 3 à 6

Apte à équiper des bloc-portes coupe-feu

Conforme à l'accessibilité PMR

Vitesse de fermeture réglable

A-coup final réglable

Frein à l'ouverture réglable

Garantie 5 ans minimum

- Ferme-porte débrayable 1 vantail avec bras à glissière, avec fermeture automatique du vantail par ordre de la centrale incendie CMSI

Conforme aux normes EN 1154, EN 1155, NFS 61937-1 et 2

Dimension maximum vantail < 1250 mm

Force de fermeture réglable : EN 2 à 5

Alimentation depuis la centrale CMSI, avec sélection automatique de la tension 24/48 V_{cc} rupture

Apte à équiper des bloc-portes coupe-feu

Conforme à l'accessibilité PMR

Vitesse de fermeture réglable

A-coup final réglable

Frein à l'ouverture réglable

Garantie 5 ans minimum

- Sélecteur linéaire de vantail

Équipement Linéaire de Sécurité composé d'un bandeau en aluminium intégrant un sélecteur de fermeture et sa battée de sécurité permettant de hiérarchiser la fermeture des vantaux, ainsi que de deux fermes portes à bras glissière répondant aux caractéristiques définies ci-dessus

Barre anti-panique

- Barre anti-panique 1, 2 ou 3 points réversible – type B, y compris version dogging, qui permet l'accès libre par action d'un cylindre européen (non fourni dans le cadre du marché)

Conforme à la norme CE EN 1125

Label NFQE + C niveau 3, dont

Endurance : certification à 500 000 cycles

Résistance à la corrosion : 240 h

Barre anti-panique apte pour équiper des bloc-portes coupe-feu – PV feu 2H

Conforme à l'accessibilité PMR

Garantie 10 ans

Digicode mécanique

- Serrure en applique à code mécanique

Fréquence de passage : 80 max /jours

Sortie toujours libre

Ouverture de secours au moyen d'un cylindre européen

Béquille débrayable

Réversible

Fonction passage libre

III.3 – Faux – Plafonds

Dalles blanches

Faux-plafond à ossature apparente – blanche RAL 9003

Dalles en laine de roche autoportantes dont une face est revêtue d'un voile minéral pré-imprimé (dimensions : 1200x600mm - épaisseur : 20 mm)

Ossature composée de profils porteurs T24 et d'entretoises métalliques (finition : laqué blanc).

Finition en rives par profils laqués blanc

Stabilité en milieu humide : 90%

Réaction au feu : classé A1 incombustible.

Dimensions :

- 1200x600mm - épaisseur : 20 mm
- 600x600mm - épaisseur : 20 mm
- 1200x600mm - épaisseur : 40 mm
- 600x600mm - épaisseur : 40 mm

Dalles blanches non hygroscopiques et résistants à l'humidité

Faux-plafond à ossature apparentes – blanche RAL 9003

Dalles en laine de roche autoportantes dont une face est revêtue d'un voile minéral pré-imprimé (dimension : 600 X 600 mm - épaisseur : 40 mm)

Ossature composée de profils porteurs T24 et d'entretoises métalliques (finition : laqué blanc)

Finition en rives par profils laqués blanc

Stabilité en milieu humide : 100%

Réaction au feu : classé A1 incombustible.

Dimensions :

- 1200x600mm - épaisseur : 20 mm
- 600x600mm - épaisseur : 20 mm
- 1200x600mm - épaisseur : 40 mm
- 600x600mm - épaisseur : 40 mm

Dalles en plaque de plâtre type gyptone

Dalles en plaque de plâtre perforées avec différents motifs, peinte au format 600*600*12.5 mm

Le dos des dalles perforées est revêtu d'un papier acoustique assurant l'absorption des fréquences aiguës ainsi que l'étanchéité aux poussières

Faux-plafond à ossature apparentes – blanche RAL 9003

IV - Présentation des offres

Le candidat devra compléter le bordereau des prix

Les tarifs indiqués dans le bordereau des prix intègrent les études, la fourniture, la préparation, la mise en œuvre – aucun coût horaire complémentaire ne pourra être ajouté pour les prestations décrites dans le CCTP.

Il devra joindre dans son mémoire technique les fiches techniques des matériels et accessoires qu'il est susceptible d'installer au cours du marché (fermes portes, serrures, barres anti-panique, blocs portes, etc...)

Le candidat décrira dans son offre les démarches qu'il a mis en œuvre pour la gestion de ses déchets et en matière de gestion de l'environnement, en limitant l'impact de ses travaux sur l'environnement.

Pour informations les références des matériels en place actuellement à l'Université sont les suivantes :

- Blocs portes acoustique ou coupe feu : *Malherba*
- Ferme porte : *GROOM*
- Ferme porte débrayable : *GROOM*
- Ferme porte électromécanique : *Levasseur HLB 9000*
- Ensemble de porte : *Bricard, JPM, Vachette*
- Serrure mécanique : *Bricard, JPM, Vachette*
- Digicode mécanique : *Keylex*
- Serrure de sécurité avec béquille contrôlée : *EFF, Assa Abloy*
- Barre anti-panique : *Bricard, JPM, Vachette*
- Faux plafond : *Rockfon EKLA et Royal hygiene*

V – Bordereau des Prix Unitaires - Cf document excel